



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

pouvoir d'achat

Question au Gouvernement n° 131

Texte de la question

POUVOIR D'ACHAT

M. le président. La parole est à M. Philippe Martin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Martin. Monsieur le Premier ministre, en dépit de vos dénégations et de vos efforts pour nous convaincre du contraire, la vie est de plus en plus dure pour les miséreux. (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*) On en vient à se demander sur quelle planète, ou dans quelle France, évolue le Gouvernement, tant la réalité que vivent les Français - à l'exception notable de ceux qui bénéficient des largesses du " paquet fiscal " (*Mêmes mouvements*) - semble éloignée de vos préoccupations ! Pour ne prendre qu'un exemple, monsieur le Premier ministre : savez-vous qu'à l'entrée de l'hiver, la cuve de fioul va coûter 30 à 50 % de plus que l'an dernier à des Français dont les revenus et les pensions de retraite n'ont pas augmenté d'un euro ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Lucien Degauchy. À qui la faute ?

M. Philippe Martin. Cette réalité mérite mieux que les réponses condescendantes de votre ministre de l'économie. Quand on parle à Mme Lagarde de la flambée du prix des carburants, elle préconise le vélo ! On suppose qu'elle conseillera bientôt à ceux qui ne pourront se chauffer de se tricoter un gros pull et d'attendre sagement qu'on veuille bien leur apporter des brioches ! (*Mêmes mouvements.*)

Pour améliorer le pouvoir d'achat, il existe deux leviers : la baisse des prix ou l'augmentation des salaires. Les salaires, vous refusez de les revaloriser - en particulier le SMIC. Les prix, vous prétendez les faire baisser, mais leur hausse est bien réelle - elle ne fait, hélas, que commencer.

Monsieur le Premier ministre, que comptez-vous faire pour lutter contre la vie chère ? ("*Rien !*" sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) Vous déciderez-vous à améliorer les petits salaires et les petites pensions, seul moyen de renforcer durablement le pouvoir d'achat de ceux qui en ont besoin ?

M. le président. Veuillez conclure, s'il vous plaît.

M. Philippe Martin. Pourquoi n'annonceriez-vous pas la généralisation à tous les salaires de la hausse de 172 % que le chef de l'État s'est appliquée à lui-même ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.* - *Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

M. Lucien Degauchy. C'est minable !

M. Philippe Martin. Six mois après son élection, la réalité est implacable : celui qui voulait être le " Président de la hausse du pouvoir d'achat " est devenu celui de l'augmentation d'un seul pouvoir d'achat - le sien ! -, et de la vie chère pour les autres ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Monsieur Philippe Martin, je commencerai par rappeler les faits.

Force est de reconnaître qu'il y a, dans ce que vous avez dit, une parcelle de vérité ("*Ah !*" sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche) : il est effectivement vrai que les prix du pétrole augmentent régulièrement. Mais ce n'est pas une nouveauté, et cela n'a pas commencé avec ce gouvernement, puisque,

comme vous le savez, les prix du pétrole ont été multipliés par cinq depuis 2000. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*) Voilà la réalité ! Et encore, reconnaissons que la faiblesse du dollar nous prémunit contre une hausse encore plus importante ! (*Mêmes mouvements.*) N'oublions pas que, si le prix du brut a augmenté la semaine dernière de près de 5 %, ceux de l'essence et du gazole ont augmenté, dans le même temps, de 1,6 à 1,8 %. La réalité, c'est donc que les prix actuels de l'essence et du gazole en France restent inférieurs à la moyenne européenne !

Néanmoins, leur augmentation est trop importante et nous ne nous en satisfaisons pas. (" Ah ! " sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.) Aussi allons-nous prendre plusieurs mesures.

Il s'agit en premier lieu de mesures à court terme, suivant les deux axes que le Premier ministre vient de rappeler : la concurrence, en rendant le secteur de la distribution plus concurrentiel, comme nous allons nous y efforcer dans les prochaines semaines ; et la transparence, grâce au site internet prix-carburants.gouv.fr - que je vous engage à consulter. Ce site est d'une réelle utilité, puisque sa fréquentation a été multipliée par deux en l'espace d'une semaine. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.*)

M. François Hollande. Quel succès !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Les mesures les plus importantes sont cependant à long terme (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*)...

M. le président. Il faut conclure, monsieur le secrétaire d'État.

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. ...et ont été présentées à l'issue du Grenelle de l'environnement. Je n'y reviens pas, mais je souligne qu'elles représentent un véritable changement de comportement en matière de consommation énergétique.

M. le président. Veuillez conclure.

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. Enfin, monsieur le député, s'agissant de la TIPP flottante (*Nouvelles protestations sur les bancs du groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche*),...

M. le président. Monsieur le secrétaire d'État !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. ...je ne peux que vous renvoyer au jugement de M. Denis Baupin, qui, bien qu'il ne fasse pas partie de nos amis politiques, a dit : " Les socialistes n'ont rien compris en instaurant la TIPP flottante :...

M. François Hollande. Dites-le aux Français !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. ...cette taxe a coûté près de 2,5 milliards d'euros entre 2000 et 2002, elle est restée illisible pour les consommateurs...

M. le président. Monsieur le secrétaire d'État, concluez, s'il vous plaît !

M. le secrétaire d'État chargé des entreprises et du commerce extérieur. ...et n'a eu aucun effet à la pompe, la variation n'ayant été que de trois centimes d'euros. " (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Martin](#)

Circonscription : Gers (1^{re} circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 131

Rubrique : Politique économique

Ministère interrogé : Entreprises et commerce extérieur

Ministère attributaire : Entreprises et commerce extérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 7 novembre 2007

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 novembre 2007